

Document

Tunisie : Le régime voyou

(<http://nawaat.org>)

Le 8 octobre 2010

Ce texte est réfléchi et rédigé par un groupe de tunisiens d'horizons divers. Nous le soumettons avec humilité à l'ensemble des élites tunisiennes. Nous avons un grand espoir dans le sursaut de nos élites honorables, prélude au sursaut de tout un peuple face à ce régime voyou.

Le régime de Ben Ali ne semble plus reculer devant rien.

Des barbouzes affiliés au régime qui violent une propriété privée, un hôtel de Paris pour voler les affaires d'un journaliste de la chaîne "El Jazira" qui venait pour un entretien avec Ahmed Bennour l'ancien secrétaire d'état tunisien en disgrâce et exilé à Paris.

Un ancien consul en France condamné en France à 12 ans de prison pour avoir torturé une citoyenne tunisienne en Tunisie avant d'être nommé en France. Malgré le mandat international lancé par Interpol, cet individu responsable de la lutte "anti-terroriste" au Ministère de l'intérieur tunisien, continue à jouir de tous ses privilèges et continue à voyager sous des fausses identités.

La holding "Princess El Materi" propriété à hauteur de 85% du fils de Ben Ali , âgé de 7 ans, et dont les 15% sont détenus par le gendre Sakhr El Materi et qui devient une des plus grosses entreprises tunisiennes en l'espace de quelques années et qui détient des activités dans les secteurs : automobile , industrie, agriculture , audio-visuel , énergies ... et qui s'apprête à lancer une nouvelle compagnie aérienne Zitouna airlines, après une compagnie aérienne déjà lancée au liban. La société En-nakl représentant exclusif de Volkswagen, Porsche, Kia, a été achetée par le gendre du président sans avoir acquitté plus de 50% de l'achat, la somme payée dans cette transaction a été récupérée par délit d'initiés sur la transaction de vente de la banque nationale 'Banque du sud' au groupe At-tijari. La société contrairement aux autres sociétés du secteur n'a aucun quota d'importation et bénéficie d'avantages dont ne bénéficie aucune autre société.

Cette holding vient de créer la banque Zitouna "islamique", ce qui l'amènera à devenir -parions la dessus- la première banque de la place en un temps record. Cette holding propriété du couple présidentiel et gérée par leur gendre met la main sur des mégaprojets de désalinisation d'eau de mer, de fermes d'éoliennes et de fermes agricoles, rien n'est assez beau pour cette société qui bénéficie d'un régime très spécial au niveau des autorités douanières, fiscales et sociales.

Le gendre Matri a pu acquérir récemment une propriété au Québec pour 2,5 millions de dollars.

Le couple présidentiel vient d'acquérir -sous prête-nom- un hôtel particulier à Paris pour la coquette somme de 8,5 millions d'euros.

La famille du couple présidentiel qui met la main sur des banques privées : la Banque de Tunisie fleuron du secteur passe sous le contrôle du frère Trabelsi aîné, qui devient une des plus grosses fortunes de Tunisie, la BIAT première banque privée, qui passe sous le contrôle de la famille Mabrouk, riche famille et gendre du président en usant de toutes les intimidations et détournements. Les principales banques nationales : STB, BNA et BH qui servent des emprunts sans limites et sans garanties aux membres des familles ce qui leur permet d'amasser des fortunes colossales et qui met ces banques dans une situation de banqueroute suffisamment cachée et couverte par la banque centrale de Tunisie.

La banque Centrale de Tunisie qui autorise des transferts massifs d'argent à l'étranger au profit des membres de la famille ce qui leur permet l'acquisition de biens immobiliers au Canada, au Moyen-Orient en France et dans certains paradis fiscaux. Il est même relaté que la femme du président est une grande

perdante lors de la faillite de Madoff. Récemment un neveu de la famille a pu encaisser plus de 480 000 euros en espèces sur un simple coup de fil.

L'ensemble des transferts d'argent est estimé dans la période 1987-2009 à environ 18 milliards de dollars, l'équivalent de la dette tunisienne (voir article nawaat.org).

L'ensemble du secteur des assurances passe sous le contrôle de la famille à travers leurs courtiers. Des contrats d'assurance juteux sont signés sans aucun respect des procédures d'appels d'offres en vigueur. Tunisie telecom vient d'octroyer un de ces contrats sur 10 ans -du jamais vu- à un courtier membre de la famille du président.

La spoliation des domaines de l'état par la famille dans des opérations immobilières ou la famille engrange des gains spéculatifs faramineux en quelques mois par le changement de vocation des terrains acquis à des prix symboliques et revendus à prix d'or. B. Trabelsi, a acheté un terrain archéologique à Carthage de 8 ha pour 64 MDT , l'a déclassé grâce à un arrêté ministériel sans avoir l'avis nécessaire de la commission d'archéologie et l'a revendu pour 80 millions de DT en l'espace de 3 mois. Ce triste individu propriétaire de 'Carthago airlines', d'une compagnie aérienne en Egypte, d'une chaîne d'hôtels et d'une cimenterie, met la main sur l'ensemble du commerce du sucre, compte démanteler la seule usine en production dans le pays et fait en sorte –en complicité avec le ministère du commerce- d'augmenter le prix du sucre et il est à prévoir d'autres augmentations à venir.

Il vient en outre de signer un accord avec la chaîne hôtelière internationale Hilton pour la construction et la cession d'un hôtel de luxe à Gammarth riche banlieue de Tunis. Ce bandit de haut vol, qui a été nommé membre du comité central du parti historique de Bourguiba détient en outre toute une rue avec ses habitations dans la cité florissante (!) de Dubai.

La famille avec tous ses membres, à commencer par la défunte mère de l'épouse du président, ses soeurs et ses frères, ont mis la main également sur des logements dans la luxueuse banlieue nord : Carthage, Salambo , Sidi-Bousaid et Gammarth, ils n'en payent le prix que lorsque le propriétaire, généralement étranger est assez puissant pour les intimider, ou ils en payent le prix si symbolique qu'il en devient risible , moins de 2% du prix du marché.

Les transactions financières de tous genres sous couvert d'entreprises étrangères et avec la bénédiction des autorités et des institutions pour permettre à la famille de s'enrichir illicitement : abus de biens sociaux, délit d'initiés, intimidations, trafic d'influence : Cas tunisiana, Tunisie telecom, aéroport d'Enfidha, maison de la culture de Tunis, projets avortés avec El Imrane, Dubaï holding, Bricorama, géant, carrefour et la liste est longue.

Le beau-frère du président, un des autres Trabelsi de triste renommée, inculpé pour vol de yachts en France, qui a bénéficié d'un traitement de faveur de la justice française pour être condamné à un sursis devant la justice tunisienne, et qui est nommé maire d'une grande ville de la banlieue de Tunisie, et qui pousse l'indécence au point d'être le propriétaire de la société privée d'enlèvement de voitures dans sa commune, et qui sans vergogne monopolise l'importation des alcools et des spiritueux sans payer le moindre centime à la douane ni aux autorités fiscales, sans qu'il soit inquiété le moins du monde. Il continue par ailleurs à voyager avec un passeport diplomatique en utilisant l'avion présidentiel.

Ce même individu qui détient pas moins de 12 sociétés, qui ne paie aucun impôt et qui continue à amasser les acquisitions (Le restaurant Piazza de la marsa en est la dernière) en ayant accès à des crédits illimités et sans garanties auprès des banques tunisiennes. Ce même sinistre et triste individu a mis la main malhonnêtement sur la Société Bricorama en Tunisie, société actuellement en grande difficulté et qui n'arrive pas à retrouver repeneur.

Ce même personnage représentant à lui seul les valeurs de la famille du président, compte lancer un deuxième magasin Bricorama à Sousse en ayant réussi à lever en mois de 48 heures pas moins de 6,5 millions de dinars tunisiens sans qu'il ait eu même la peine de se déplacer ... la Banque centrale de Tunisie s'est occupée de faire le "tour de table" des banques participantes.

La main mise de la famille sur les principaux ports de Tunis, en offrant aux trafiquants de tous genres le dédouanement forfaitaire de leurs importations sans qu'ils soient inquiétés par l'administration douanière de

mèche avec les membres de la famille. Les Ben Ali et les Trabelsi se sont partagés les ports de Radès et de Sousse. Les importateurs peu scrupuleux peuvent utiliser les services de la famille pour importer toutes sortes de marchandises légales ou illégales en payant des sommes forfaitaires à la famille au vu et au su des services de douanes tunisiennes. Une partie des armes servant à la révolte armée des salafistes dans la banlieue sud de Tunis a été possible par ce trafic douanier de la famille.

Une des soeurs de Ben Ali a mis la main sur l'exclusivité de l'importation de 'fripes' commerce des vêtements usés. Tous les grossistes sont appelés dorénavant à acheter chez la soeur qui va s'octroyer les plus belles pièces et va lancer une chaîne de magasins de 'friperie de luxe'.

Le nouveau gendre du couple présidentiel -23 ans- met la main sur la société représentant la marque Peugeot et détient désormais la majorité du capital, on s'attendra à une croissance fulgurante des ventes de la firme en Tunisie grâce à cette précieuse alliance.

Des manoeuvres en cours pour permettre à ce nouveau gendre fraîchement arrivé de reprendre le contrôle de la Banque BFT, filiale de la STB, la deuxième banque tunisienne.

On aura besoin de volumes entiers pour parler de toutes les acquisitions de la famille, des frères et soeurs du couple Ben Ali de leurs malversations, de leurs trafics de tous genres.

Les affaires relatées dans ce document sont celles qui sont visibles, tous les tunisiens en parlent, les chancelleries étrangères le savent, Les médias le savent ... les membres du gouvernement le savent, les membres du parlement le savent.

Toutefois, on estime que la famille a pu acquérir grâce à cette fortune colossale mal acquise les conseils d'experts peu scrupuleux du monde de la finance pour mieux 'habiller' et 'cacher' leurs transactions, et il est si évident que les malversations sont de loin plus nombreuses et plus grandes que celles que nous avons cités dans cet article.

Le verrouillage des espaces d'expression

Face à cette réalité, la famille ne peut pas souffrir même le plus infime des souffles de liberté d'expression, Ainsi, tous les espaces de liberté ont été et continuent à être systématiquement verrouillés et constamment sous contrôle de la famille et du régime.

Le régime dépense sans compter dans les équipements d'écoute, de surveillance, d'informatique et des logiciels sophistiqués ce qui fait de la Tunisie un des rares pays au monde où ce verrouillage est si systématique.

Les médias audio visuels : 4 chaînes de télévision et 5 chaînes de radio qui sont soit publics soit propriété de la famille et des proches, Toutes ces chaînes audio visuelles n'ont aucun le droit de produire leurs informations, de parler "politique", d'organiser des "débats politiques", aucun opposant ou même indépendant n'a accès à aucun de ces médias. La famille a créé une société de production télévisuelle qui vend ses productions à la chaîne de télé publique à un prix exorbitant en gardant toutes les recettes publicitaires ... on a pu voir pendant le mois de ramadhan des temps de publicités de plus de 50% des émissions projetées.

La presse : l'opposition a quelques titres à faible tirage, des moyens financiers insuffisants, aucun accès aux publicités publiques ou même privées, et une censure féroce du régime à toute information politiquement incorrecte : saisie des exemplaires dans les kiosques, intimidation des imprimeries. L'autre presse omniprésente est une presse de caniveau aux ordres du régime pour "salir" les opposants et leurs familles ... dans une impunité digne du régime tunisien. La fille de Ben Ali vient de lancer sa radio privée en se faisant assister par des spécialistes français. Dernièrement, on a vu la famille mettre la main sur un des plus anciens et importants groupes de la presse tunisienne, "Dar Essabah" est passée sous le contrôle de Princesse holding et de S. Matri qui utilise ce média pour faire sa propre promotion personnelle et aussi pour lancer un appel "mensonger" de 1000 signatures demandant au président Ben Ali de se représenter aux élections présidentielles de 2014, Ben Ali aura alors 79 ans.

Et alors qu'aucune loi ne l'interdit, les familles s'attaquent avec leur police aux stations de radio libres sur le Web en confisquant et saccageant leurs équipements.

L'Internet : Les fournisseurs d'accès à Internet sont toutes des sociétés alliées au pouvoir sinon appartenant à des membres de la famille. La Tunisie est un des rares pays au monde où l'accès à Internet est filtré avec une telle sophistication, des dizaines de sites à l'instar de Youtube, Daily motion, sont inaccessibles en Tunisie, des pages de Facebook (le pays avec la plus grande audience dans la zone) sont filtrées et inaccessibles, la blogosphère tunisienne compte des dizaines de blogs interdits, certains internautes ont vu la foudre de la justice de Ben Ali s'abattre sur eux, avec parfois des peines lourdes de prison. La raison, en est le foisonnement sur ces sites de critiques de la famille, de leurs comportements mafieux et des satires qui font plus pleurer que rire sur la famille et ses membres.

L'espace public Tunisien est strictement verrouillé, même les partis d'opposition reconnus se voient parfois interdire l'accès à leurs locaux, voient un filtrage individuel par la police limiter les accès de certaines personnes, les partis reconnus n'ont pas le droit d'organiser des réunions publiques et l'interdiction est si insidieuse mais toujours la même : à la dernière minute, le propriétaire de l'espace loué appelle pour s'excuser à cause de travaux ou autre raison aussi risible. Aucun parti politique ou responsable politique n'ose parler en public de la famille et de son comportement et du monde des affaires en Tunisie.

Même les intellectuels, les indépendants et les syndicalistes indépendants ne peuvent pas parler en public des affaires de la famille sans subir les foudres de leur police et de leur régime qui peut tolérer à la limite des critiques politiques ou sur les droits de l'homme.

Le droit à manifester est prévu dans la loi tunisienne, et pourtant aucune instance reconnue ne peut organiser une manifestation. Durant les 20 dernières années, toutes les manifestations ont été menées par le parti au pouvoir, certaines exceptions ont eu lieu essentiellement pour la Palestine, jamais pour la situation politique ou économique tunisiennes, la peur de voir ces manifestations dégénérer et prendre la direction d'une critique ouverte envers la famille du président est un souci de tous les jours. La police de la famille a même peur des grandes rencontres de football et ils s'assurent de faire assister des milliers de leurs flics en civil en spectateurs.

La dépendance d'une justice coupable

La famille a asservi la justice de notre pays. Bastion d'une certaine culture de l'honneur, un grand nombre d'honorables juges femmes et hommes ont bravé le régime et sont en train de payer le prix fort sur les plans professionnel et personnel. Malheureusement, la majorité du corps de magistrature ont préféré le silence et pour certains la collaboration avec la famille pour défendre leur intérêts financiers, faire taire leurs opposants et être l'instrument de la justice aveugle digne du régime de Ben Ali.

Cette justice coupable qui a jugé et qui continue à juger des milliers de nos citoyens de tous horizons de tous les métiers, de toutes les régions pour le seul délit d'exprimer leurs opinions et qui se fait un malin plaisir à leur mener la vie dure grâce à la complicité de centaines de bourreaux sans culture et sans conscience.

Des milliers de familles ont vu leurs vies détruites, leur avenir confisqué, leurs familles disloquées souvent et leur santé déperir. La justice tunisienne coupable d'aveuglement et administrée par des ministres à la solde de la famille ne fait que ce qui est bon pour la famille et ne fait que servir ses intérêts avant tout.

L'asservissement de l'État

Dans notre pays, aucune institution n'est épargnée, elles sont devenues toutes des instruments aux mains de la famille, n'importe quel petit arrière rejeton de la famille peut appeler n'importe quel ministre et faire imposer sa loi. Gare au responsable qui ne s'exécute pas, des foudres du palais de Carthage.

L'administration fiscale obéit au doigt et à l'oeil, l'administration douanière, les institutions financières, les entreprises nationales et certaines sociétés privées font de même. Les ministres ne décident de rien, toutes les décisions se prennent au palais de Carthage ou le président, malade et vieux a cédé une bonne partie de ses prérogatives à sa femme qui mène son monde avec un seul objectif : durer le plus longtemps

possible pour permettre à la famille d'amasser encore et encore le maximum de ce qu'ils peuvent avec tous les moyens licites et illicites.

A l'intérieur de ces institutions, un sentiment de ras-le-bol se sent, mais la peur des représailles est encore plus forte, certains fonctionnaires ont fait les frais de ces représailles et le sentiment général est que le prix de la rébellion reste encore très cher par rapport à une dignité bafouée.

L'état économique et social du pays

Le miracle tunisien n'existe que dans une certaine littérature alliée par intérêt ou par ignorance au régime mafieux de la Tunisie.

L'investissement privé est au plus bas. Les investissements directs étrangers sont en nette décroissance. Le taux d'inflation est manipulé.

Les banques nationales publiques sont en situation de très grande difficulté sinon en presque faillite.

Le chômage atteint des sommets jamais atteints, les chiffres officiels sont faux. Il suffit de regarder autour de soi. C'est une vraie bombe sociale qui va exploser et qui a déjà explosé au sud tunisien.

Il faudrait que nos concitoyens comprennent que le chômage en Tunisie n'est ni du aux conjonctures nationales ni au contexte international. Il est essentiellement dû à l'environnement des affaires en Tunisie qui ne permet plus un investissement privé ou étranger capable d'absorber les demandeurs d'emploi.

Ceci est une conséquence directe de la mainmise de la famille sur des pans entiers de l'économie du pays. On a vu nombre de situations similaires dans d'autres pays avec toujours des conséquences tragiques (le cas de l'Indonésie par exemple avec la famille Suharto qui a régenté l'économie de l'Indonésie).

Les familles au pouvoir savent que le risque d'explosion viendra du problème de chômage, mais malgré ça, ils ne peuvent rien faire car le mal c'est eux.

La responsabilité du milieu d'affaires tunisien.

Dans leur majorité, les hommes d'affaires tunisiens essaient d'éviter les membres de la famille, certains toutefois s'y accommodent, cèdent aux corruptions et aux chantages et certains cherchent leur alliance pour s'enrichir et tirer profit.

Un grand nombre des grandes fortunes nationales font partie de cette dernière catégorie ... certains résistants font le douloureux exercice de s'y opposer et ils sont la cible instantanée des autorités fiscales.

Lors de toutes les échéances électorales, ces familles cotisent aux campagnes du président, versent ou sont rackettés de sommes astronomiques (plusieurs millions de DT pour chacun), versés directement au couple présidentiel qui gère cette manne dans une opacité exemplaire.

La responsabilité des firmes internationales

Carrefour, Bricorama, Peugeot, Volkswagen, Mercedes, Géant, Orange, Hilton sont des sociétés étrangères qui ont préféré faire des affaires avec la famille du président et de sa femme ... ne tenant compte ni des financements occultes de ces projets, ni des risques à encourir dans le cas où le peuple souverain de Tunisie leur demandera des comptes et des réparations.

Seul compte l'appât du gain pour ces entreprises qui ne pourront même pas faire valoir leur ignorance des dessous de cartes et des vols à grande échelle ayant permis à certaines familles d'être leur partenaire dans le pays.

Le silence des médias étrangers

Les médias étrangers surtout francophones font peu d'état de la situation alarmante et catastrophique de la Tunisie.

Pour la plupart ils prennent le pas sur les pouvoirs politiques français (de droite) qui ont choisi de se taire ou de réagir timidement face à ce qui se passe en Tunisie. Une poignée de femmes et d'hommes tunisiens qui portent le lourd fardeau de la contestation ne sont même pas entendus par cette presse qui a fait son choix et pris son parti.

Certains journalistes et certains journaux poussent l'indécence jusqu'à défendre ce régime et ces familles... soit par mauvais calcul, soit parce qu'ils ont été tout simplement achetés par le régime tunisien. Des grands titres à vocation française ou africaine font partie de ces derniers et ont fait le choix de parler des hommes d'affaires tunisiens en occultant leur liens de parenté avec le couple présidentiel, tout en évitant qui de près ou de loin peut amener à la saisie de leurs parutions. Certains poussent l'indécence à accepter des contrats de publicité juteux payant leur silence coupable.

La responsabilité des élites

Les familles : Matri, Trabelsi et Djilani ont lancé sur les colonnes de la presse des familles des pétitions à Ben Ali pour qu'il accepte de se représenter aux prochaines élections présidentielles de 2014 pour un sixième mandat, il aura alors 79 ans.

La constitution ne le lui permet pas. La famille, jalouse de ses privilèges et pour qui la fin de ce régime signera la fin de ses activités coupables ne peut pas se permettre de ne pas garder le pouvoir. Comme un consensus semble très difficile à trouver entre les différentes factions de la famille, le seul choix est de faire en sorte de parier sur l'immortalité de leur parrain.

Ceci exigera un énième amendement de la constitution qui passe par un référendum populaire.

Dans toutes ces pétitions qui circulent quotidiennement sur les colonnes de la presse tunisienne, un grand nombre de signataires découvrent leurs noms avec tout le monde. Beaucoup d'autres sont aussi volontaires et signent de peur des représailles de la famille et de son régime.

Demander à Ben Ali de se représenter aux prochaines élections présidentielles, c'est aujourd'hui faire acte d'allégeance à la famille du président et de sa femme ? C'est l'histoire qui le rappellera.

Pour être juste, il faudrait convenir aussi que résister à la famille aujourd'hui est un acte de suicide professionnel, social et peut-être même physique.

Comment nous en sortir ?

Partageons tout d'abord quelques convictions si vous permettez :

1. La sortie de cette situation ne peut en aucune manière être pacifique. C'est un leurre de croire que ce régime s'amendera tout seul, ou qu'une certaine pression internationale le fera lâcher prise. C'est aussi un leurre de croire que le combat avec ce régime est un combat politique portant sur des valeurs ou des programmes politiques. Sortir de cette situation exigera des sacrifices énormes, et nous devons considérer que la bataille contre cette mafia est une 2ème guerre d'indépendance. Nos amis étrangers doivent comprendre ceci également.
2. Le combat pour la liberté de la Tunisie n'est pas un combat contre une dictature ou un régime. C'est un combat contre une famille qui a mis la main sur un état et ses institutions.
3. Toute action politique en Tunisie est vaine. Les espaces de liberté sont tellement verrouillées que toute action qui visera directement la famille et ses intérêts sera étouffée dans l'œuf avant même que ses initiateurs n'en aient pris la décision.
4. La Tunisie ne pèse pas lourd sur l'échiquier stratégique de la sous-région, il ne fait pas s'attendre à un appui massif des politiques ou des médias étrangers au départ. Toutefois, cet appui viendra le jour où les choses commenceront à basculer.
5. Il y a un sentiment de ras-le-bol généralisé chez toute la population tunisienne, dans l'administration, dans la police, partout la marmite est sur le point

6. Aucune alternative politique viable n'est assez visible aujourd'hui. Avec tout le respect que nous avons pour tous les militants, l'opposition est trop divisée pour être crédible, trop théorique pour être pragmatique, trop idéaliste pour être réaliste. Le combat du peuple ne peut pas se faire sans son élite d'opposition.
7. Toute action politique concertée nécessitera des moyens humains et financiers. Nous sommes dans un monde où le nerf de la guerre est l'argent. Notre ennemi à abattre en dispose de grandes quantités en plus des ressources entières de l'état et des ses
8. La transition ne se fera pas dans des élections présidentielles ou parlementaires. La famille est en train de verrouiller ce processus de manière à ne laisser aucune chance au peuple de s'exprimer. Et même si par chance, le peuple s'exprimera, l'appareil d'Etat de la famille corrigera et fera passer ce qu'il a déjà planifié comme il le fait depuis plus de 20 ans.

L'étape actuelle nécessite une très grande responsabilité : il est du devoir des élites aujourd'hui :

1. de remettre en cause la légitimité du pouvoir en place (il n'y a pas d'autre mot), ce pouvoir est illégitime et nous devons nous comporter avec lui comme un régime non légitime ... ce pouvoir est illégitime parce que :

- Il a renié les principes de base de sa nomination en Novembre 1987
- Il manipule les opinions publiques et utilise le mensonge comme système d'état
- Il sert les intérêts d'une famille nombreuse certes mais toute proche du couple présidentiel
- Il ne reconnaît pas les principes universels de justice et de démocratie
- Il asservit l'administration aux intérêts privés des familles au pouvoir
- Il autorise la famille à de grands et massifs détournements d'argent
- Il ne reconnaît pas la souveraineté du peuple
- Il fraude à toutes les élections depuis novembre 1987 à ce jour
- Il autorise la torture malgré les ratifications des accords internationaux à ce sujet
- Il ne garantit pas l'indépendance de la justice et l'asservit à ses besoins et intérêts privés
- ne garantit pas et n'autorise pas le fonctionnement des institutions républicaines
- Il ne veut pas reconnaître la souveraineté de la constitution et manoeuvre pour la modifier au détriment du bon sens

2. De se mettre d'accord sur un candidat unique de l'opposition pour être le porte drapeau et le visage de l'opposition et à terme le visage du peuple tunisien, pour une plateforme commune minimale :

- Instauration d'une 2ème république (deuxième constitution plus moderne avec des pouvoirs plus équilibrés)
- Instauration des espaces d'expression pour les partis, associations
- Réforme de la justice
- Instauration de la démocratie et d'élections pluralistes et démocratiques à un horizon raisonnable
- Libération des espaces d'expression
- Rendre l'Etat à l'Etat

Il y a responsabilité historique des partis d'opposition dans la définition de ce programme minimal et dans le choix d'un candidat unique qui sera l'alternative à ce régime mafieux et illégitime et à son parrain de président. Cette personnalité devrait correspondre aux attentes des tunisiens pour une personne avec du charisme, modérée, honnête, reconnue et ayant un grand sens de l'éthique et de la responsabilité. L'engagement de ce candidat sera de rester un mandat unique, et de pouvoir préparer le pays à une transition démocratique réelle en douceur et sans violences en mettant en place une équipe compétente pour la gestion des affaires du pays.

1. Cette action se fera avec un comité de transition en exil, qui aura la charge de :

- Orchestrer l'activité de l'opposition à l'intérieur et à l'extérieur de la république
- Faire le lobbying auprès des politiques et des médias à l'étranger
- Faire connaître des alternatives viables et réalistes aux tunisiens
- Lancer des mots d'ordre pour assurer la cohésion du peuple tunisien face au régime mafieux.

2. Trouver les moyens financiers nécessaires à cette action. Les solutions existent.
3. Identifier et trouver un moyen audio-visuel pour une émission de télévision quotidienne à une heure de grande écoute (8 :00 du soir) ... avec un triple objectif :
 - Faire connaître une génération de femmes et d'hommes honorables aux tunisiens
 - Informer les tunisiens sur toutes les dérives du régime mafieux, sa vraie nature
 - Organiser des vrais débats de sociétés, démocratiques sur les questions qui touchent le quotidien des tunisiens.

Nous ne voulons plus de Ben Ali, Nous n'avons jamais voulu et ne voudrons jamais de sa femme , de leur famille ...

Nous ne reconnaissons pas la légitimité de Ben Ali en tant que président.

Nous n'acceptons pas l'amendement annoncé de la constitution

Nous n'acceptons pas que la Tunisie devienne un "Pays Voyou"

Nous méritons mieux et nous le prouverons.

نَطوَلْ اسي-حي و تو-من تو-من

Mourons, mourons que vive la nation.